

La fin du confinement des Français se dessine à l'horizon

Paris, 14 avr. 2020 (AFP) -

Avec près de 15.000 morts du coronavirus, les Français devront rester enfermés quatre semaines de plus, mais le déconfinement dont Emmanuel Macron a posé les jalons prendra encore plusieurs mois et la réouverture progressive des écoles à partir du 11 mai ne fait pas l'unanimité.

"L'épidémie commence à marquer le pas" et "l'espoir renaît", a souligné le président lors de son allocution lundi soir, tout en reconnaissant des "failles" et que la France n'était "à l'évidence pas assez préparée" à la pandémie.

Son "humilité" est soulignée par de nombreux éditorialistes mardi, qui relèvent aussi l'"espoir" donné aux Français avec l'annonce de la "date de la quille".

"Pas de printemps pour les Français. Mais un rayon d'espoir, néanmoins", a ainsi estimé Laurent Joffrin dans Libération.

Mais "rien n'est acquis", a prévenu le chef de l'Etat.

Selon un dernier bilan lundi soir, l'épidémie de coronavirus a fait 14.967 morts en France, soit 574 de plus depuis dimanche. 9.588 personnes sont mortes dans les hôpitaux (335 de plus en 24 heures) et 5.379 dans les maisons de retraite et autres établissements médico-sociaux.

Pour le cinquième jour consécutif, le nombre de patients en réanimation a également baissé: 24 patients en moins depuis dimanche.

- Surprise -

Créant la surprise, le président a annoncé qu'à partir du 11 mai, seraient rouvertes "progressivement les crèches, les écoles, les collèges et les lycées". Mais dans l'enseignement supérieur, "les cours ne reprendront pas physiquement avant l'été".

En revanche, bars et restaurants resteront fermés. Pas de grands festivals ni de rassemblements au moins jusqu'à mi-juillet et les frontières de la France avec les pays non-européens "resteront fermées jusqu'à nouvel ordre".

Le patronat s'est déclaré "satisfait" que le président "ait fixé un cap pour remettre le pays en marche" à partir du 11 mai, à l'exception du secteur de l'hôtellerie-restauration exclu du déconfinement.

Le Medef a aussi salué comme "importantes" les "bonnes nouvelles" sur le prolongement jusqu'au 11 mai des aides aux entreprises, mesures de chômage partiel et fonds de solidarité pour les petites entreprises.

Gilles Le Gendre, patron des députés de la majorité LREM, a salué sur Twitter des "jalons du déconfinement" à venir qui "concilient sécurité sanitaire, redémarrage économique et justice sociale".

Mais la réouverture progressive des écoles a immédiatement suscité inquiétudes et critiques chez les enseignants.

"C'est tout sauf sérieux de rouvrir les écoles le 11 mai car on nous dit que tous les lieux publics sont fermés, les cinémas, les salles de spectacle, mais pas les écoles alors que l'on sait que c'est un lieu de haute transmission, de haute contamination, il y a un manque de précaution, ça paraît être en contradiction totale avec le reste", a réagi Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, auprès de l'AFP.

- Délicate -

Le déconfinement, déjà amorcé dans quelques pays européens, s'annonce comme une entreprise infiniment délicate.

L'opération pourrait s'avérer catastrophique si n'était pas mis en place un système de tests massifs et d'isolement des personnes infectées, selon une étude réalisée notamment par l'Inserm, qui prévient que "la levée du confinement sans stratégie de sortie entraînerait une deuxième vague écrasant largement le système de santé".

"Le confinement est la seule bonne mesure. On est au milieu du guet. Déconfiner trop tôt c'est s'exposer au rebond, a mis en garde Christophe Rapp, infectiologue à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine, sans se prononcer sur la date du 11 mai.

Dans l'opposition, le chef des Insoumis Jean-Luc Mélenchon a estimé qu'un "déconfinement sans planifier les conditions du déconfinement, c'est extrêmement dangereux!".



PAYS :France
SURFACE :105 %
PERIODICITE :Quotidien



► 14 avril 2020 - Edition Fil Gen

"Caler les consignes sanitaires sur les capacités de tests est une folie", a jugé Julien Bayou, secrétaire national des écologistes d'EELV.

Le patron des Républicains Christian Jacob a estimé que "les mots ne suffiront plus" et que, face au retard, "il faut maintenant anticiper le redémarrage de l'économie secteur d'activité par secteur d'activité".

Le chef de l'Etat, qui subit la défiance de l'opinion envers sa gestion de la crise, a conclu en se disant persuadé qu'il y aura des "jours meilleurs". Il faut "nous réinventer, moi le premier", a-t-il dit, notamment en sortant "des sentiers battus" et des "idéologies".

ib-pol-acs/elm/roc

Afp le 14 avr. 20 à 04 00.